

Cri d'alarme dans le Cap Corse face aux posidonies

Face à la grogne des élus et acteurs économiques qui dénoncent l'afflux massif de ces plantes sur les plages, après la tempête du 15 juillet, l'Etat et la collectivité de Corse ont apporté des réponses urgentes. Reste à les appliquer

Le ton est grave dans les deux camps. D'un côté de la table, les conseillers exécutifs de la Collectivité de Corse, entourés du président Gilles Simeoni et de François Javert, préfet de la Haute-Corse, de l'autre côté, élus, socioprofessionnels et associations environnementales.

Tous se sont réunis, hier, dans les locaux de la communauté de communes du Cap Corse à Erbalinga sous l'intitulé "réunion d'urgence pour traiter l'impact de la tempête du 15 juillet dernier sur les plages du Cap Corse."

En réalité, il s'agit de trouver des solutions face à la présence importante de posidonies sur le littoral côtier de ce territoire.

Plusieurs communes font état d'une situation "critique": Cagnano, Luri, Meria, Macinaggio (Rogliano) et Pietracorbara. "La situation a un impact sur la clientèle locale et extérieure, intervient Gilles Simeoni. Nous devons trouver un compromis entre la fréquentation touristique et la préservation de l'environnement."

Le leader de la majorité territoriale pose ensuite trois questions: "Que faire pour rendre plus praticable, dans un délai restreint, les plages impactées par les posidonies? Quelle est la solution sur le plan économique pour aider les socioprofessionnels tou-

chés par ce phénomène? Comment intégrer l'idée climatique dans la gestion des plages du Cap Corse?"

Après plusieurs heures de discussions et de débats, le préfet de Haute-Corse, gestionnaire du domaine public maritime, délivre une partie de la réponse aux différents acteurs: "Je donne mon accord de principe pour des voies d'accès sur la plage, matérialisée par des couloirs. Des déplacements non destructifs de posidonies vont être mis en place afin de réserver des morceaux de plage. Nous nous engageons également à apporter des réponses en 24 heures ou 48 heures maximum."

"Des couloirs pour accéder à l'eau"

Le représentant de l'Etat insiste sur le caractère particulier d'une démarche "comprehensive et bienveillante" guidée par "une approche adaptée, personnalisée et rapide".

À la veille du mois d'août, les acteurs du Cap Corse attendent un geste immédiat: "Nous allons concentrer nos efforts dès les premiers jours du mois d'août, appuie Gilles Simeoni. En trois ou quatre jours, nous aurons avancé de façon très significative avec des résultats concrets. Ensuite, il faut acter une réflexion de fond sur le moyen et long terme."



La plage de Santa Severa à Luri est envahie par les posidonies depuis la tempête de mi-juillet. Une situation qui laisse impuissant Dominique Cervoni, le maire de la commune.

PHOTOS ANGELE CHIAVASSA

Sur le terrain, la situation est délicate. Depuis la tempête de mi-juillet, les plantes aquatiques envahissent le sable des plages du Cap Corse. Au point, selon les socioprofessionnels installés sur le littoral et les élus, de dissuader les touristes désireux de venir passer des vacances dans la micro-région. "Mais si on enlève les posidonies, vous risquez de perdre la plage à long terme, prévient Christian Novella, représentant de l'association environnementale U Levante. Ces plantes empêchent l'érosion. Des couloirs pour accéder à l'eau sont une bonne idée. Tout comme la mise en place d'un label éco dans ce genre de cas."

"Ici, c'est l'horreur"

Le ton est moins posé du côté des pailloliers et des hôteliers, au chevet des plages: "Vous vendez du rêve, une plage avec des eaux limpides aux touristes, mais il faut arrêter parce qu'ici c'est l'hor-

reur", tranche Christophe Agostini, exploitant d'une pailloie à Meria. Les propos sont aussi durs du côté de Hyacinthe Gennari, à la tête d'un hôtel à Macinaggio: "On peut rejeter les posidonies dans la mer. Si les touristes ne viennent pas, on va mourir. Il faut nourrir nos familles. Nous avons besoin de solutions."

"Il y a urgence pour sauver le mois d'août"

À la tête de l'Adec (agence de développement économique de la Corse), Jean-Christophe Angelini répond avec différentes aides d'un montant de plusieurs millions d'euros mis à disposition des professionnels impactés par la tempête.

En revanche, les maires des communes concernées se montrent plus modérés, mais ils n'en demeurent pas moins inquiets. Albert Mattei, premier magistrat de Cagnano fait un constat lucide



de la situation: "Les posidonies sont un bienfait de la nature mais elles sont indésirables en juillet et août. Il y a urgence pour sauver le mois d'août et la création de pontons est à étudier."

Dominique Antoni, le maire de Pietracorbara est moins optimiste sur la suite: "Cette année-là est perdue. Tout ça aurait dû être engagé en avril lors de la première tempête. Chargé de présenter la problématique, Nicolas

Tomasi, chargé de mission pour le parc marin du Cap Corse, plaide sa bonne foi: "Le parc n'est pas parfait. Nous avons répondu à toutes les demandes. Mais c'est une année exceptionnelle. Il faut maintenant des moyens techniques pour agir."

Reste à savoir si le nettoyage des plages suffira à calmer les effets de la nature sur le littoral dans les années à venir.

ANTOINE GIANNINI



Les différents acteurs du dossier se sont réunis à Erbalinga pour trouver des solutions.